

Silène
17, Rue Pierre Mendès France - 44602 - ST-NAZAIRE

RECU EN PREFECTURE

Le 16 janvier 2026

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS N°003443

VIA DOTELEC - FAST Actes

044-442120390-20250115-00034430-DE

BUREAU DE SILENE EN DATE
DU JEUDI 15 JANVIER 2026

| | |
|-------------------------|---|
| Information n° 7 | INFORMATION RELATIVE A LA SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE RESERVATION ENTRE SILENE ET MINISTERE DES ARMEES ET DES ANCIENS COMBATTANTS |
|-------------------------|---|

L'An deux mille vingt six, le 15 janvier, à 14 heures 00, s'est réuni Le Bureau, en salle le Phare, au siège de Silène, 17 rue Mendès France à Saint-Nazaire, sous la présidence de Monsieur Xavier PERRIN, Président.

ADMINISTRATEURS PRESENTS :

M. Franck HERVY, M. Alain LE PAPE, Mme Dominique TRIGODET, M. PATRICK LAMOOT, M. Xavier PERRIN

POUVOIRS :

Mme Ghislaine HERVOCHE donne pouvoir à M. Xavier PERRIN

ADMINISTRATEURS ABSENTS EXCUSES :

ASSISTAIENT A LA REUNION :

Madame Sandrine WILLIAMSON, Directrice Générale,
Monsieur Franck GOURDEL, Directeur de l'Offre Nouvelle,
Monsieur Jean HOUSSET, Directeur de la Valorisation du Patrimoine,
Madame Christelle OLIVIER, Directrice Clientèle,
Monsieur Olivier CORALLO, Chargé de missions et projets transversaux.

Il est porté à la connaissance du Bureau du Conseil d'administration que la Directrice générale a signé, en fin d'année 2025, une convention de réservation de logements avec le ministère des Armées et des anciens combattants, conformément aux engagements pris dans le cadre du protocole d'accord signé le 6 juin 2025 – délibération présentée en Conseil d'administration du 13 mars 2025.

Pour rappel, ce protocole d'accord fait suite au désistement de la Brigade maritime sur les 32 logements de l'opération des *Lanternes de Neyman* à Saint-Nazaire. Dans ce cadre, Silène s'est engagée à renoncer à toute action et à tout recours relatifs audit projet. Le protocole précisait également que des échanges devaient se poursuivre entre Silène et le ministère des Armées et des anciens combattants afin de formaliser, par voie conventionnelle, une réservation de logements à hauteur de 200 000 € TTC sur le territoire de Saint-Nazaire.

À l'issue de ces échanges, les parties se sont accordées sur les conditions de réservation suivantes :

- Réservation de quatorze logements en droit unique,
- Mobilisation des logements sur une période de dix ans,
- Logements de typologie T3 à T5, relevant des catégories PLS, LLI ou non conventionnés,
- Logements destinés à l'hébergement de fonctionnaires et agents de l'État, désignés par le bureau du logement du ministère des Armées et des anciens combattants.

Les quatorze logements seront mis à la disposition du ministère au fur et à mesure de leur libération, après une remise en état systématique par Silène, et dans le respect de la période annuelle de mobilisation fixée du 1er juin au 30 août, correspondant au Plan Annuel de Mutation du ministère des Armées.

La participation financière de 200 000 € TTC fera l'objet d'un versement unique. Elle sera remboursée, le cas échéant, au prorata du nombre de logements qui n'auraient pas été effectivement réservés au terme de la période de dix ans.

La présente note a pour objet d'informer le Bureau du Conseil d'administration de la signature de cette convention et de ses principales modalités, en application du protocole d'accord précité.

Les administrateurs prennent acte de cette information.

Ont signé : Tous les Membres présents

Copie RENDUE EXECUTOIRE
Loi du 2 mars 1982

Pour copie conforme,
La Directrice Générale de Silène,
S. WILLIAMSON



PROGRAMME

Département : LOIRE ATLANTIQUE (44)

Ville : SAINT-NAZAIRE (44600)

Adresse : Multi-adresses

Propriétaire : OPH Silène

Gestionnaire : OPH Silène

Réservataire : État (ministère des Armées et des anciens combattants)

Contribution financière : 200 000 €

RÉSERVATION DE LOGEMENTS

CONVENTION N°3540

Entre

L'État (ministère des Armées et des anciens combattants), Direction des Territoires, de l'Immobilier et de l'Environnement, représentée par Madame Anne-Sophie CANIHAC, sous-directrice du logement,

d'une part,

Et

L'Office Public de l'Habitat Silène, établissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège est situé 17 rue Mendès France – BP63 à SAINT-NAZAIRE Cedex (44602), immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Saint-Nazaire sous le numéro 442 128 369 et inscrit au répertoire SIRET sous le numéro 442 128 369 00018, désigné ci-dessous comme « l'organisme », et représenté par Madame Sandrine WILLIAMSON, directrice générale, habilitée à signer la présente convention, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par délibération du 25/10/2017 (art. R421-18 Code de la construction et de l'Habitation),

d'autre part,

ASC

SN

Ont été arrêtées les dispositions suivantes, en application des articles R. 314-4 et suivants du code de la construction et de l'habitation et eu égard au protocole d'accord du 03/06/2025 entre le ministère des armées et l'office public de l'habitat SILENE :

Article 1^{er}

Engagement de mise à disposition

Construction neuve / Acquisition amélioration/ Parc existant

L'organisme s'engage à réserver au bénéfice des fonctionnaires et agents de l'État désignés sur proposition de l'autorité mentionnée à l'article 7 ci-dessous, sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de St-Nazaire, quatorze (14) logements et leurs dépendances, dans un des ensembles immobilier destinés à la location désignés en annexe, appartenant en toute propriété ou en usufruit à l'organisme, selon les modalités prévues ci-après et correspondant aux critères de typologie et de financement suivants : en financement LLI, PLS, ou libres hors plafonds de ressources ; logements de T3 à T5.

Ces quatorze (14) logements seront mis à la disposition du ministère des Armées et des anciens combattants, au fur et à mesure de leur libération, après remise en état systématique, et sur la période annuelle du 1^{er} juin au 30 août correspondant à celle du Plan Annuel de Mutation du ministère des armées (PAM).

Si, au terme du délai indiqué à l'article 2, 1^{er} alinéa, tous les logements ne sont pas livrés, un avenant de consolidation est rédigé afin de préciser la liste des logements réellement réservés. La subvention sera alors remboursée au prorata du nombre de logement manquants.

Article 2

Date de première mise à disposition des logements

L'organisme s'engage à mettre à disposition les premiers logements entre le 1^{er} juin et le 30 août 2026 et les autres logements à la même période dans un délai maximum de 10 ans à compter de cette première mise à disposition (soit jusqu'au 30 août 2036).

Lorsque les logements proposés sont issus d'un immeuble en construction neuve ou en acquisition amélioration l'organisme notifie à l'Etablissement Territorial du logement (ETL) de RENNES, représentant du ministère des armées et des anciens combattants, la date à laquelle les logements sont pour la première fois disponibles, deux mois au moins avant cette date.

Le représentant du ministère des armées et des anciens combattants peut s'assurer de la conformité de l'exécution des travaux, tant avec les normes en vigueur qu'avec les prescriptions de la présente convention. A cet effet, l'organisme lui permettra l'accès au chantier et lui présentera, à sa demande, les documents se rattachant à la construction, ainsi que toute documentation utile à la commercialisation des logements (plans, photos, visite virtuelle).

Un procès-verbal d'acceptation des logements est établi par l'ETL. La date du procès-verbal est réputée être la date de signature effective du bail par l'organisme avec un ressortissant.

En cas de mise à disposition échelonnée dans le temps des logements, au vu du procès-verbal d'acceptation des logements, l'annexe à la convention sera actualisée.

ASC

BN

Article 3

Durée de la convention et des réservations

L'organisme consent au ministère des armées et des anciens combattants, en contrepartie de l'aide apportée, un droit unique sur les 14 logements réservés.
La convention arrivera à échéance à l'issue d'une période de 10 ans à compter de la fin de la première période de mise à disposition.

Article 4

Engagements de l'organisme en matière de gestion locative

En matière de gestion locative, l'organisme s'oblige à respecter la réglementation afférente au type de logements considéré.

Notamment :

L'entretien de l'immeuble est assuré conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, notamment en matière de performance énergétique ;
Le montant du loyer fixé dans les baux est conforme à la réglementation relative aux financements réglementés de l'opération. Une grille des loyers et du montant estimé des charges actualisées sera annexée à la convention au fur et à mesure des mises à disposition des logements par l'organisme

Le montant estimé des charges est susceptible de varier de plus ou moins 15 % à la date de la première mise en location, sur présentation des justificatifs fournis par l'organisme.
Aucun frais de dossier, frais annexes, frais d'agence, ni obligation de prélèvement ou cautionnement par chèque de banque, ne seront réclamés au candidat pour l'établissement du bail, seul le dépôt de garantie sera versé par l'occupant.

Article 5

Montant du financement accordé

L'État (ministère des armées et des anciens combattants) accorde à l'organisme une participation financière d'un montant total de deux cent mille euros (200 000 €) correspondant à la réservation des logements mentionnés à l'article 1^{er}.
Cette dépense est imputable sur le centre financier 0212-0075-CP01 (DTIE), action 0212-04 « Politique immobilière », activité 0212091802B1 « Conclure et renouveler les conventions de réservation de logements non domaniaux », catégorie de dépense 31.

Article 6

Modalités de versement du financement accordé

La participation financière est versée dès la signature de la présente convention.
Le montant du financement accordé au titre de la réservation est versé au crédit du compte désigné ci-après :

| | |
|--------------------------|--|
| - Titulaire | : SILENE |
| - Domiciliation bancaire | : CAISSE D'EPARGNE des PDL-Agence St-Nazaire |
| - Numéro de compte | : 14445 00400 08101013806 72 |

IBAN : FR76 1444 5004 0008 1010 1380 672

ASC

BN

Article 7

Désignation des candidats à la location

L'autorité chargée de désigner au nom de l'État les candidats locataires est la suivante : Bureau Logement (BL) auprès de la Base de Défense (BdD) d'Angers-Le Mans-Saumur, quartier Espagne - 8bis Square La Fayette - BP 14123 - 49041 ANGERS CEDEX 1.

Le droit de désignation court pendant toute la durée de la convention même si l'entrée dans les lieux est prévue après la fin de la convention.

La présentation des fonctionnaires ou agents de l'État postulant à la location est notifiée à l'organisme par cette autorité. Plusieurs candidats peuvent être présentés à l'organisme. La notification mentionne le nom du bénéficiaire ainsi que la désignation du logement à louer et de ses dépendances.

L'autorité chargée de présenter les candidats locataires est autorisée par l'organisme à éditer des bons de visite qu'elle transmet aux candidats potentiels.

L'attribution d'un logement à un agent de l'État ne confère pas à celui-ci le caractère de logement de service ou de fonction.

Article 8

Choix des locataires

- Pour un logement relevant du parc libre non conventionné :

L'organisme ne peut refuser aucun candidat qui lui est présenté par l'autorité visée à l'article 7.

Par exception à ce qui précède, l'organisme a la faculté de notifier par écrit son refus du candidat, au plus tard quinze jours après la proposition, dans les trois seuls cas suivants :

- si le candidat est débiteur d'une somme d'argent à l'égard de l'organisme ;
- si l'organisme justifie de comportements connus du candidat en termes de défaillance dans les règlements, de dégradations volontaires du logement et des parties communes ou de troubles de jouissance ;
- si le taux d'effort auquel le candidat est soumis par l'acceptation de la location est supérieur à 33 %.

Les éléments pris en compte pour calculer le taux d'effort sont :

- le loyer toutes charges comprises ;
- les revenus du ménage : salaires, soldes et traitements, pensions ou retraites éventuelles, toutes indemnités ou allocations, dont l'indemnité de garnison (IGAR) ;
- tout autre revenu à justifier (foncier, ASSEDIC...).

Sont exclus tous les revenus exceptionnels liés à l'affectation antérieure.

- Pour un logement relevant du parc social conventionné :

L'acceptation des candidats présentés est de la responsabilité de l'organisme, celui-ci demeurant soumis aux règles d'attribution de logements sociaux telles que prévues au Code de la construction et de l'habitation. Si celui-ci estime que des motifs graves et légitimes

ASC

8N

s'opposent à une location, il en avise l'autorité chargée de désigner les candidats locataires par lettre motivée afin de mettre en œuvre son droit de présentations multiples.

Dans tous les cas, l'organisme est tenu d'informer par écrit l'autorité susvisée de la suite réservée à ses propositions, dans un délai d'un mois à compter de leur réception. L'autorité susvisée reçoit notamment copie de la lettre adressée par l'organisme au candidat retenu.

A la suite de cette notification, aucune modification ne peut être opérée dans les affectations sans l'autorisation de l'autorité susvisée.

Article 9

Contrat de bail et occupation du logement

L'organisme exerce tous les droits de propriété que la loi et l'engagement de location lui confèrent. Il peut notamment, en cas de non-paiement par le locataire de tout ou partie des sommes dues au titre de l'engagement de location et plus généralement en cas d'inexécution par le locataire de ses obligations locatives, demander la résiliation de l'engagement de location par voie judiciaire. Le BL d'Angers-Le Mans-Saumur en sera préalablement informé.

A l'expiration de la convention, les baux en cours se poursuivent.

Article 10

Mise à disposition des logements

L'organisme adresse par voie électronique à l'autorité mentionnée à l'article 7 (dtie-etl-rennes-bl-ams.logement.fct@intradef.gouv.fr) avec copie à l'ETL de RENNES(dtie-etl-rennes-sa.chef.fct@intradef.gouv.fr), sur les périodes de mise à disposition précisées à l'article 2 (entre le 1er juin et le 30 août de chaque année), le ou les logements susceptibles de faire l'objet d'un droit unique dans le cadre de la présente convention.

Cette transmission s'effectue par un courrier électronique qui comprend les informations suivantes :

le numéro et la date de signature de la convention ;

le numéro du logement ;

son adresse ;

son type ;

la surface habitable et corrigée et/ou utile ;

l'étage, la présence ou non d'un ascenseur ;

l'indication du conventionnement APL ou non ;

le montant du loyer et de la provision pour charges ;

le montant du dépôt de garantie ;

le caractère obligatoire ou non de la location des dépendances et le montant des loyers et charges correspondants, s'ils sont distincts du loyer principal ;

le mode et la nature du chauffage ;

la date de disponibilité du logement ;

un plan à jour de chacun des logements ;

les travaux éventuels prévus avant relocation.

ASC

SN

Les logements proposés par Silène peuvent être issus d'un des ensembles immobiliers de son parc existant et neuf désignés en annexe ou de programme dont l'organisme deviendrait propriétaire ultérieurement sur un même territoire.

L'autorité mentionnée à l'article 7 informe Silène de son intérêt pour le ou les logements proposés, dans un délai maximum de **12 (douze) jours ouvrés** à compter de la réception des informations du ou des logements proposés.

À compter de la date de l'acceptation du logement, l'autorité mentionnée à l'article 7 dispose d'un délai **30 jours ouvrés** pour transmettre à Silène le dossier de candidature complet du ou des candidats qu'il propose sur le logement.

Seuls les logements pour lesquels l'autorité mentionnée à l'article 7 a indiqué son intérêt, pour lesquels la commission d'attribution a donné son accord pour les attribuer à des candidats désignés par le réservataire et ayant abouti à la signature effective d'un bail sont décomptés comme droits uniques au titre de la présente convention.

Article 11 *Garanties d'occupation*

Dans l'hypothèse où l'autorité visée à l'article 7 ne présente pas de candidat dans les délais prévus à l'avant-dernier alinéa de l'article 10, le ministère des armées et des anciens combattants peut obtenir le maintien à sa disposition du logement pour une période de deux mois.

L'autorité visée à l'article 7 présente pour ce faire une demande expresse à l'organisme, qui ne pourra s'y opposer, quinze jours avant l'expiration du délai de trente jours. Cette période de deux mois pourra être renouvelée une fois, sur demande expresse de l'autorité visée à l'article 7, sans que l'organisme ne puisse s'y opposer, trente jours au moins avant son expiration.

Si l'État demande la prolongation de la période de maintien à disposition, il verse à l'organisme des garanties d'occupation à compter de la fin de la période de 30 jours de présentation des candidats prévue à l'article 10, pendant une durée de deux mois renouvelable une fois le cas échéant. Si le logement fait l'objet de la signature d'un bail avant la fin de ces deux périodes de deux mois, les garanties ne sont plus dues à compter de la date d'entrée en vigueur dudit bail.

Le montant de ces garanties d'occupation est égal au montant du loyer mensuel augmenté de la provision mensuelle pour charges locatives. Le montant du loyer est égal à celui acquitté au titre du dernier mois d'occupation. Il est, s'il y a lieu, majoré des augmentations légales. Les garanties d'occupation ne s'appliquent pas à d'éventuelles locations facultatives associées au logement autres que les dépendances privatives indissociables du logement (parking, terrasse...) inscrites sur la proposition de logement.

Pour ouvrir droit à garantie d'occupation, le logement doit être déclaré libre de toute occupation et disponible à la location. En aucun cas, une période de travaux ne peut être

ASC

8N

couverte par une garantie d'occupation. Est réputée période de travaux, la période pendant laquelle le logement est libéré et laissé à disposition de l'organisme pour effectuer ces travaux. Un logement faisant l'objet du paiement de garanties d'occupation est réputé louable immédiatement et sans préavis dès désignation d'un candidat par l'autorité visée à l'article 7.

La vacance née d'un décalage entre la date de réception par le Bailleur de la décision d'attribution du logement par le bureau affectataire et la date d'effet du bail est facturable dans la limite de 15 jours supplémentaires sous réserve que ce report dûment motivé par le candidat ait reçu l'accord préalable du BL et que les garanties d'occupation qui en découlent respectent la durée maximum prévue par la présente convention.

Les loyers et charges couverts par cette garantie d'occupation sont imputables sur le centre financier 0212-0075-CP01 (DTIE), action 0212-04 « Politique immobilière », activité 0212092126 B1 « Garanties d'occupation », catégorie de dépense 31.

L'État se libère des sommes dues au titre des garanties d'occupation par versement de leur montant au crédit du compte désigné ci-après :

| | |
|--------------------------|--|
| - Titulaire | : SILENE |
| - Domiciliation bancaire | : CAISSE D'ÉPARGNE des PDL-Agence St-Nazaire |
| - Numéro de compte | : 14445 00400 08101013806 72 |
| | : FR76 1444 5004 0008 1010 1380 672 |
| - IBAN | |

Article 12

Absence de propositions de candidats à la location

Si l'autorité visée à l'article 7 ne présente pas de candidat dans les délais fixés aux articles 10 et 11, l'organisme reprend sans préavis, sous réserve d'en informer cette autorité, la libre disposition du logement en cause en vue de sa location.

Si l'organisme choisit de ne pas reprendre le logement, il ne peut réclamer à l'État aucun loyer, charges et indemnités au titre de la période de carence de location.

Article 13

Suivi de l'occupation des logements

L'organisme transmet annuellement à l'autorité visée à l'article 7 un état exhaustif parfaitement anonymisé de l'occupation des logements réservés en application de la présente convention, ainsi qu'une grille détaillée par appartement des loyers et charges acquittés par les locataires.

L'organisme s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par l'Etat de l'utilisation des aides reçues, notamment par l'accès à toute pièce justificative, tout document et information dont il jugerait la production nécessaire, dès lors qu'elle respecte la réglementation relative à la protection des données personnelles (RGPD) ainsi que les principes rappelés dans l'article 15 suivant.

Article 14

Protection des données personnelles des candidats à la location

ASC

8W

L'organisme gestionnaire est responsable de son traitement de données personnelles issu du processus d'orientation de candidats et d'attribution de logements.

Le réservataire est responsable de son traitement de données personnelles dans le cadre de sa relation en propre avec le candidat ayant loué le logement.

Article 15

Vente de l'immeuble, transfert de gestion ou aliénation des droits réels

L'organisme ne peut ni vendre les immeubles ni consentir d'hypothèque sans l'autorisation préalable de l'État représenté par l'autorité signataire de la présente convention.

Si celle-ci reçoit une demande en ce sens, mentionnant l'identité du cessionnaire, elle doit formuler son avis dans un délai de deux mois, exception faite, le cas échéant, pour l'hypothèque à consentir dans le cadre du financement principal de l'opération.

Dans l'hypothèse où il souhaiterait confier la gestion des logements à un tiers, l'organisme devrait au préalable recueillir l'agrément de l'État représenté par l'autorité mentionnée à l'article 7. Il demeurerait, en tout état de cause, garant au premier chef du respect des dispositions de la convention vis-à-vis de l'État.

Article 16

Destruction de l'immeuble

L'organisme s'engage à ce que l'ensemble soit assuré contre l'incendie et sinistres de toute nature pour une valeur suffisante auprès d'une société d'assurance notoirement solvable.

En cas de destruction totale ou partielle des logements réservés, l'organisme s'oblige, dans la limite de l'indemnité perçue en vertu de la police d'incendie ci-dessus visée, à ce que les locaux soient reconstruits ou remis en état d'habitabilité dans les moindres délais, sauf accord différent acté par avenant à la présente convention.

Les effets de la présente convention sont suspendus de plein droit pendant la durée d'indisponibilité des locaux.

Dès l'achèvement des travaux, les baux portant sur les locaux détruits seront reportés de plein droit sur les locaux reconstruits.

L'autorité visée à l'article 7 est préalablement consultée sur le maintien des anciens locataires ou la désignation de nouveaux locataires.

Article 17

Inexécution des obligations

En cas d'inexécution par l'organisme des obligations mises à sa charge par la présente convention, notamment de celles prévues aux articles 1, 2, 4, 9, 10 et 16, l'État se réserve le droit, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception demeurée sans

ASC

8m

effet après un délai de deux mois, de résilier la convention et d'exiger le remboursement de la contribution visée à l'article 5, sans préjudice de tous dommages-intérêts.

Le remboursement de la participation financière est calculé au prorata du nombre de logements concernés.

Fait à PARIS, le **22 DEC. 2025**

La présente convention de réservation est établie en deux (2) exemplaires originaux, dont un est remis à l'organisme, l'autre étant conservé par l'État (ministère des armées et des anciens combattants).

Pour SILENE
La Directrice générale
Sandrine WILLIAMSON

Williamson
Silène

17, rue Mendès-France - BP 63
44602 SAINT-NAZAIRE CEDEX
Tél. 02 53 48 44 44 - Fax 02 40 19 08 18
RCS ST-NAZAIRE 442 128 369

Pour l'État
(ministère des Armées et des anciens
combattants),

Administratrice générale de l'État
Sous-directrice du logement

Anne-Sophie CANIHAC

[Signature]

Pièces jointes :

annexe contractuelle ;

RIB (2 si à l'article 6 doit être prévu un compte différent de celui figurant à l'article 12)

ANNEXE**PATRIMOINE DE SILENE**

dans lequel peuvent être proposés les 14 logements réservés à St Nazaire par le ministère des armées et des anciens combattants.

- Propriétaire : SILENE
- Gestionnaire : SILENE
- Département : 44
- Ville : Saint Nazaire
- Types de financement : PLS, LLI et loyer libre
- Conventionnement APL : selon les programmes
- Typologies : du T3 au T5
- Nombre de logements du patrimoine de Silène:
 - 77 logements sur parc existant (page 11)
 - et 91 logements neufs (hors Pornichet) à venir (page 12)

Cette liste pourra être complétée avec l'accord du ministère lors de nouvelles mises en service.

ASC

82

| 1- Logements en PLS/ALI dans le parc existant | | | | | | | | | | | | |
|---|-------------------------|---------------------------|-------|------------|----------|---------|------------|---------------|-----|------------|----------|-------------|
| CodeLot | Adresse1 | Adresse2 | CP | Commune | Financer | TypeLot | NatureLot | DateConstruct | QPV | Loyer | Charges | SurfHabitat |
| 1530011 | 1 SQUARE PAUL NIZAN | PORTE N 01 - ETAGE N 00 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T3 | Collectif | | Non | 635,57 € | 48,53 € | 67,61 |
| 1530012 | 1 SQUARE PAUL NIZAN | PORTE N 02 - ETAGE N 01 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T3 | Collectif | | Non | 678,28 € | 48,27 € | 67,07 |
| 1530013 | 3 SQUARE PAUL NIZAN | PORTE N 00 - ETAGE N 00 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T3 | Collectif | | Non | 639,90 € | 48,87 € | 68,32 |
| 1530014 | 5 SQUARE PAUL NIZAN | PORTE N 01 - ETAGE N 00 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T3 | Collectif | | Non | 697,70 € | 49,34 € | 69,3 |
| 1531015 | 5 SQUARE PAUL NIZAN | PORTE N 02 - ETAGE N 01 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T3 | Collectif | | Non | 682,18 € | 48,60 € | 67,75 |
| 1531016 | 5 SQUARE PAUL NIZAN | PORTE N 03 - ETAGE N 01 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T3 | Collectif | | Non | 710,68 € | 50,21 € | 71,11 |
| 3161001 | 151 R DE TOUTES AIDES | PORTE N 101 - ETAGE N 00 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T2 | Collectif | 31/12/2007 | Non | 542,15 € | 74,74 € | 54,67 |
| 3161002 | 151 R DE TOUTES AIDES | PORTE N 102 - ETAGE N 00 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T3 | Collectif | 31/12/2007 | Non | 525,97 € | 89,77 € | 68,45 |
| 3161003 | 151 R DE TOUTES AIDES | PORTE N 111 - ETAGE N 01 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T4 | Collectif | 31/12/2007 | Non | 755,19 € | 108,10 € | 85,25 |
| 3161004 | 151 R DE TOUTES AIDES | PORTE N 112 - ETAGE N 01 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T3 | Collectif | 31/12/2007 | Non | 641,50 € | 89,77 € | 68,45 |
| 3161005 | 151 R DE TOUTES AIDES | PORTE N 113 - ETAGE N 01 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T3 | Collectif | 31/12/2007 | Non | 705,50 € | 89,29 € | 68,01 |
| 3161006 | 151 R DE TOUTES AIDES | PORTE N 121 - ETAGE N 02 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T4 | Collectif | 31/12/2007 | Non | 837,75 € | 108,10 € | 85,25 |
| 3161007 | 151 R DE TOUTES AIDES | PORTE N 122 - ETAGE N 02 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T3 | Collectif | 31/12/2007 | Non | 709,40 € | 89,77 € | 68,45 |
| 3161008 | 151 R DE TOUTES AIDES | PORTE N 123 - ETAGE N 02 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T3 | Collectif | 31/12/2007 | Non | 705,50 € | 89,29 € | 68,01 |
| 3161009 | 151 R DE TOUTES AIDES | PORTE N 131 - ETAGE N 03 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T4 | Collectif | 31/12/2007 | Non | 650,09 € | 108,10 € | 85,25 |
| 3161010 | 151 R DE TOUTES AIDES | PORTE N 132 - ETAGE N 03 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T3 | Collectif | 31/12/2007 | Non | 708,75 € | 89,77 € | 68,45 |
| 3161011 | 151 R DE TOUTES AIDES | PORTE N 133 - ETAGE N 03 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T3 | Collectif | 31/12/2007 | Non | 706,15 € | 89,29 € | 68,01 |
| 3161012 | 151 R DE TOUTES AIDES | PORTE N 141 - ETAGE N 04 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T4 | Collectif | 31/12/2007 | Non | 837,75 € | 108,10 € | 85,25 |
| 3161013 | 151 R DE TOUTES AIDES | PORTE N 142 - ETAGE N 04 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T3 | Collectif | 31/12/2007 | Non | 642,31 € | 89,77 € | 68,45 |
| 3161014 | 151 R DE TOUTES AIDES | PORTE N 143 - ETAGE N 04 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T3 | Collectif | 31/12/2007 | Non | 639,40 € | 89,29 € | 68,01 |
| 3161015 | 153 R DE TOUTES AIDES | PORTE N 201 - ETAGE N 00 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T3 | Collectif | 31/12/2007 | Non | 707,63 € | 89,77 € | 68,45 |
| 3161016 | 153 R DE TOUTES AIDES | PORTE N 202 - ETAGE N 00 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T2 | Collectif | 31/12/2007 | Non | 605,52 € | 74,74 € | 54,67 |
| 3161017 | 153 R DE TOUTES AIDES | PORTE N 211 - ETAGE N 01 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T3 | Collectif | 31/12/2007 | Non | 639,40 € | 89,29 € | 68,01 |
| 3161018 | 153 R DE TOUTES AIDES | PORTE N 212 - ETAGE N 01 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T3 | Collectif | 31/12/2007 | Non | 531,94 € | 89,77 € | 68,45 |
| 3161019 | 153 R DE TOUTES AIDES | PORTE N 213 - ETAGE N 01 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T4 | Collectif | 31/12/2007 | Non | 755,19 € | 108,10 € | 85,25 |
| 3161020 | 153 R DE TOUTES AIDES | PORTE N 221 - ETAGE N 02 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T3 | Collectif | 31/12/2007 | Non | 705,50 € | 89,29 € | 68,01 |
| 3161021 | 153 R DE TOUTES AIDES | PORTE N 222 - ETAGE N 02 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T3 | Collectif | 31/12/2007 | Non | 642,31 € | 89,77 € | 68,45 |
| 3161022 | 153 R DE TOUTES AIDES | PORTE N 223 - ETAGE 02 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T4 | Collectif | 31/12/2007 | Non | 755,19 € | 108,10 € | 85,25 |
| 3161023 | 153 R DE TOUTES AIDES | PORTE N 231 - ETAGE N 03 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T3 | Collectif | 31/12/2007 | Non | 639,40 € | 89,29 € | 68,01 |
| 3161024 | 153 R DE TOUTES AIDES | PORTE N 232 - ETAGE N 03 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T3 | Collectif | 31/12/2007 | Non | 642,31 € | 89,77 € | 68,45 |
| 3161025 | 153 R DE TOUTES AIDES | PORTE N 233 - ETAGE N 03 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T4 | Collectif | 31/12/2007 | Non | 837,75 € | 108,10 € | 85,25 |
| 3161026 | 153 R DE TOUTES AIDES | PORTE N 241 - ETAGE N 04 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T3 | Collectif | 31/12/2007 | Non | 639,40 € | 89,29 € | 68,01 |
| 3161027 | 153 R DE TOUTES AIDES | PORTE N 242 - ETAGE N 04 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T3 | Collectif | 31/12/2007 | Non | 708,75 € | 89,77 € | 68,45 |
| 3161028 | 153 R DE TOUTES AIDES | PORTE N 243 - ETAGE N 04 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T4 | Collectif | 31/12/2007 | Non | 839,36 € | 108,10 € | 85,25 |
| 3170001 | 17 ALLEE ERIC TABARLY | ETAGE N 00 | 44600 | ST NAZAIRE | PLI | T5D | Individuel | 08/07/2024 | Non | 1 011,97 € | 58,67 € | 100,1 |
| 3170002 | 15 ALLEE ERIC TABARLY | ETAGE N 00 | 44600 | ST NAZAIRE | PLI | T5D | Individuel | 08/07/2024 | Non | 972,41 € | 56,49 € | 94,96 |
| 3170003 | 13 ALLEE ERIC TABARLY | ETAGE N 00 | 44600 | ST NAZAIRE | PLI | T4D | Individuel | 08/07/2024 | Non | 896,05 € | 52,28 € | 85,04 |
| 3170004 | 11 ALLEE ERIC TABARLY | ETAGE N 00 | 44600 | ST NAZAIRE | PLI | T5D | Individuel | 08/07/2024 | Non | 988,51 € | 57,40 € | 97,09 |
| 3170005 | 23 ALLEE ERIC TABARLY | ETAGE N 00 | 44600 | ST NAZAIRE | PLI | T5D | Individuel | 08/07/2024 | Non | 972,41 € | 56,49 € | 94,96 |
| 3170006 | 21 ALLEE ERIC TABARLY | ETAGE N 00 | 44600 | ST NAZAIRE | PLI | T4D | Individuel | 08/07/2024 | Non | 896,05 € | 52,28 € | 85,04 |
| 3170007 | 19 ALLEE ERIC TABARLY | ETAGE N 00 | 44600 | ST NAZAIRE | PLI | T5D | Individuel | 08/07/2024 | Non | 972,41 € | 56,49 € | 94,96 |
| 3170008 | 29 ALLEE ERIC TABARLY | ETAGE N 00 | 44600 | ST NAZAIRE | PLI | T5D | Individuel | 08/07/2024 | Non | 988,51 € | 57,40 € | 97,09 |
| 3170009 | 27 ALLEE ERIC TABARLY | ETAGE N 00 | 44600 | ST NAZAIRE | PLI | T4D | Individuel | 08/07/2024 | Non | 896,05 € | 52,28 € | 85,04 |
| 3170010 | 25 ALLEE ERIC TABARLY | ETAGE N 00 | 44600 | ST NAZAIRE | PLI | T5D | Individuel | 08/07/2024 | Non | 1 038,88 € | 58,67 € | 100,1 |
| 3170011 | 12 ALLEE ERIC TABARLY | ETAGE N 00 | 44600 | ST NAZAIRE | PLI | T5D | Individuel | 08/07/2024 | Non | 988,51 € | 57,40 € | 97,09 |
| 3170012 | 10 ALLEE ERIC TABARLY | ETAGE N 00 - PORTE 10 | 44600 | ST NAZAIRE | PLI | T5D | Individuel | 08/07/2024 | Non | 1 038,88 € | 58,67 € | 100,1 |
| 3170013 | 8 ALLEE ERIC TABARLY | ETAGE N 00 | 44600 | ST NAZAIRE | PLI | T5D | Individuel | 08/07/2024 | Non | 972,41 € | 56,49 € | 94,96 |
| 3170014 | 6 ALLEE ERIC TABARLY | ETAGE N 00 | 44600 | ST NAZAIRE | PLI | T5D | Individuel | 08/07/2024 | Non | 1 038,88 € | 58,67 € | 100,1 |
| 3170015 | 4 ALLEE ERIC TABARLY | ETAGE N 00 | 44600 | ST NAZAIRE | PLI | T5D | Individuel | 08/07/2024 | Non | 1 023,97 € | 58,67 € | 100,1 |
| 3171016 | 2 ALLEE ERIC TABARLY | ETAGE N 00 - PORTE N 01 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T4 | Collectif | 08/07/2024 | Non | 799,35 € | 67,49 € | 83,24 |
| 3171017 | 2 ALLEE ERIC TABARLY | ETAGE N 00 - PORTE N 02 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T4 | Collectif | 08/07/2024 | Non | 798,97 € | 67,46 € | 83,2 |
| 3171018 | 2 ALLEE ERIC TABARLY | ETAGE N 01 - PORTE N 03 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T4 | Collectif | 08/07/2024 | Non | 883,57 € | 67,46 € | 83,2 |
| 3171019 | 2 ALLEE ERIC TABARLY | ETAGE N 01 - PORTE N 04 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T4 | Collectif | 08/07/2024 | Non | 836,32 € | 67,49 € | 83,24 |
| 3171020 | 2 ALLEE ERIC TABARLY | ETAGE N 02 - PORTE N 05 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T4 | Collectif | 08/07/2024 | Non | 918,14 € | 69,68 € | 86,8 |
| 3171021 | 2 ALLEE ERIC TABARLY | ETAGE N 02 - PORTE N 06 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T4 | Collectif | 08/07/2024 | Non | 868,01 € | 69,52 € | 86,54 |
| 3171022 | 29 BD JEAN DE NEYMAN | ETAGE N 00 - PORTE N 01 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T4 | Collectif | 08/07/2024 | Non | 808,95 € | 98,55 € | 84,24 |
| 3171023 | 29 BD JEAN DE NEYMAN | ETAGE N 01 - PORTE N 02 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T3 | Collectif | 08/07/2024 | Non | 771,98 € | 88,56 € | 74,03 |
| 3171024 | 29 BD JEAN DE NEYMAN | ETAGE N 01 - PORTE N 03 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T3 | Collectif | 08/07/2024 | Non | 725,98 € | 86,15 € | 71,56 |
| 3171025 | 29 BD JEAN DE NEYMAN | ETAGE N 01 - PORTE N 04 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T4 | Collectif | 08/07/2024 | Non | 847,37 € | 98,55 € | 84,24 |
| 3171026 | 29 BD JEAN DE NEYMAN | ETAGE N 02 - PORTE N 05 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T3 | Collectif | 08/07/2024 | Non | 771,98 € | 88,56 € | 74,03 |
| 3171027 | 29 BD JEAN DE NEYMAN | ETAGE N 02 - PORTE N 06 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T3 | Collectif | 08/07/2024 | Non | 725,98 € | 86,15 € | 71,56 |
| 3171028 | 29 BD JEAN DE NEYMAN | ETAGE N 02 - PORTE N 07 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T4 | Collectif | 08/07/2024 | Non | 847,37 € | 98,55 € | 84,24 |
| 3171029 | 29 BD JEAN DE NEYMAN | ETAGE N 03 - PORTE N 08 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T3 | Collectif | 08/07/2024 | Non | 771,98 € | 88,56 € | 74,03 |
| 3171030 | 29 BD JEAN DE NEYMAN | ETAGE N 03 - PORTE N 09 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T3 | Collectif | 08/07/2024 | Non | 717,05 € | 85,24 € | 70,63 |
| 3171031 | 29 BD JEAN DE NEYMAN | ETAGE N 04 - PORTE N 10 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T3 | Collectif | 08/07/2024 | Non | 771,98 € | 88,56 € | 74,03 |
| 3171032 | 29 BD JEAN DE NEYMAN | ETAGE N 04 - PORTE N 11 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T3 | Collectif | 08/07/2024 | Non | 717,05 € | 85,24 € | 70,63 |
| 13831001 | 2 PLACE NADIA BOULANGER | ETAGE N° 02 - PORTE N° 22 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T3 | Collectif | 27/12/2012 | Oui | 552,79 € | 50,46 € | 67,45 |
| 13831002 | 2 PLACE NADIA BOULANGER | ETAGE N° 02 - PORTE N° 21 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T3 | Collectif | 27/12/2012 | Oui | 555,75 € | 50,71 € | 67,89 |
| 13831003 | 2 PLACE NADIA BOULANGER | ETAGE N° 03 - PORTE N° 31 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T2 | Collectif | 27/12/2012 | Oui | 333,31 € | 35,93 € | 41,91 |
| 13831004 | 2 PLACE NADIA BOULANGER | ETAGE N° 03 - PORTE N° 32 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T3 | Collectif | 27/12/2012 | Oui | 548,33 € | 50,43 € | 67,4 |
| 13831005 | 2 PLACE NADIA BOULANGER | ETAGE N° 03 - PORTE N° 39 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T3 | Collectif | 27/12/2012 | Oui | 530,49 € | 48,32 € | 63,68 |
| 13831006 | 2 PLACE NADIA BOULANGER | ETAGE N° 04 - PORTE N° 42 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T3 | Collectif | 27/12/2012 | Oui | 548,73 € | 50,46 € | 67,45 |
| 13831007 | 2 PLACE NADIA BOULANGER | ETAGE N° 02 - PORTE N° 41 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T3 | Collectif | 27/12/2012 | Oui | 665,19 € | 50,71 € | 67,89 |
| 13831008 | 2 PLACE NADIA BOULANGER | ETAGE N° 05 - PORTE N° 52 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T3 | Collectif | 27/12/2012 | Oui | 548,33 € | 50,43 € | 67,4 |
| 13831009 | 2 PLACE NADIA BOULANGER | ETAGE N° 05 - PORTE N° 59 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T3 | Collectif | 27/12/2012 | Oui | 530,49 € | 48,32 € | 63,68 |
| 13831010 | 2 PLACE NADIA BOULANGER | ETAGE N° 06 - PORTE N° 62 | 44600 | ST NAZAIRE | PLS | T3 | Collectif | 27/12/2012 | Oui | 548,73 € | 50,46 € | 67,45 |

ASC

8w

2- Prévisions de logements neufs en PLS :

| COMMUNE | Adresse | OPERATION | Nb lgts | STADE | Nb PLS | Ind/Collec | typologie des PL | loyer/m2 | Livraison |
|-------------------------------------|---------------------------------|-----------------------------------|---------|-------|--------|------------|--------------------|----------|---------------------|
| ST-NAZAIRE | 35 avenue Albert de Mun | La Jonque (ADORN) | 6 | C | 6 | C | 1T2, 3T3, 2T4 | 9,75 | Fin août 2025 |
| TRIGNAC | Rue Jean Bart | Trilogie | 8 | GPA | 1 | C | T2 | 8,5 | 3ème trimestre 2025 |
| ST-NAZAIRE | 79 rue Albert 1 ^{er} | Panorama (Promocéan) | 10 | C | 3 | C | 1T2, 2T3 | 10,34 | 2026 |
| PORNICHE | 1 bd de la République | Agate - (VEFA Qualitym) | 5 | C | 5 | C | 4T2, 1T3 | 13,05 | janv-26 |
| Commune conservera certainement ses | | | | | | | | | |
| ST-NAZAIRE | 55 rue du Bois Savary | L'envol - Arkadéa 2 | 21 | C | 21 | C | 6T2, 14T3, 1T4 | 9,75 | 2nd trimestre 2026 |
| ST-NAZAIRE | 2 rue Fidèle Simon | Dockside II (Edouard Denis) | 5 | C | 5 | C | 5T3 | 9,53 | 2nd trimestre 2026 |
| ST-NAZAIRE | 63 avenue Pierre de Coubertin | Luminis (Maison des sports) | 51 | C | 8 | C | 4T2, 3T3, 1T4 | 9,5 | sept-26 |
| LA CHAPELLE DES MARAIS | Rue des Ecluses et rue des Iris | Les Iris | 9 | E | 1 | I | 1T4 | 8 | 2027 |
| PORNICHE | 79 impasse du Petit Canon | Petit Canon (PLS) | 13 | E | 13 | I/C | 2T3, 3T4, 8T5 | 9,95-11 | 1er trimestre 2027 |
| ST-NAZAIRE | avenue du Commandant Cousin | L'Odyssée (Via) (LLS+ PLS) | 12 | M | 4 | C | 3T2, 1T3 | 10,36 | 2nd trimestre 2027 |
| ST-NAZAIRE | 63 route de la Trébale (QPV) | Rte de la Trébale P Norange + cré | 17 | EPC | 9 | C | 3T2, 3T3, 3T4, 2T5 | 9,62 | 1er trimestre 2028 |
| ST-NAZAIRE | 5 rue du Docteur Pierre Roux | Petit Bois Avalix (PLS) | 10 | EPC | 10 | C | T2, T3, T4 | | 2028 |
| DONGES | la rue des Herlains et rue de | Herlains tr1 | 44 | EPC | 10 | C | T2, T3 | 9,46 | 2nd trimestre 2029 |

ASC

8W